

## L'ÉGLISE CATHOLIQUE EN AMÉRIQUE DU SUD

### ET SON OPTION POUR LA DÉFENSE DES DROITS DE LA PERSONNE

par Charles Valois, Evêque de St-Jérôme

M. Gustavo Gutierrez, dans l'interview qu'il nous a accordée, à Mgr Bernard Hubert, Mgr Robert Lebel et à moi, a affirmé : *"Ce qui est arrivé de plus fort en Amérique latine au XXe siècle, c'est l'émergence des pauvres"*. Dans ce continent, il y a toujours eu des pauvres, esclaves des Espagnols ou des Portugais, ou indigènes spoliés et dominés par les conquérants. Mais au XXe siècle, ces pauvres ont pris conscience de leur existence et de leur force et ils manifestent leur désir de se libérer de cette servitude.

Les riches ont eu peur de perdre leurs privilèges et ils ont organisé les gouvernements de sécurité nationale qu'on retrouve dans presque tous les pays. D'autre part, l'émergence des pauvres a interpellé fortement l'Eglise : à Medellín tout d'abord, puis à Puebla. Face aux gouvernements de sécurité nationale qui ont annihilé toutes les libertés démocratiques, seules l'Eglise catholique et les Eglises protestantes "historiques" ont gardé leur droit de parole et d'action, même si cela leur a occasionné de fréquentes persécutions. Aujourd'hui encore, en 1980, tous ceux qui veulent lutter pour les droits de l'homme doivent le faire sous le parapluie de l'Eglise qui offre la plus grande force de résistance.

### LA SITUATION POLITIQUE ET SOCIALE DE L'AMÉRIQUE LATINE

Durant la décennie 65-75, quelques pays s'étaient dotés de gouvernements attentifs aux pauvres : le Pérou avec Valesco, le Chili avec Allende. Ces gouvernements mettaient en danger les gouvernements d'extrême-droite des autres pays, Aussi, en 1976, y a-t-il eu des renversements de pouvoir, et le Chili et le Pérou sont rentrés dans le rang des gouvernements de sécurité nationale.

Ces derniers sont exclusivement au service des riches et des compagnies multinationales et ils ont aboli toutes les libertés démocratiques, comme la liberté d'association, la liberté de parole, la liberté de presse. Par des lois subtiles, ils ont maintenu dans l'extrême pauvreté la plus grande partie de la population : loi du salaire minimum (de \$ 75.00 à \$ 100.00 par mois - et le coût de la vie est aussi élevé qu'au Canada); loi autorisant le renvoi des ouvriers qui ont participé à une grève; loi du travail minimum, c'est-à-dire, travail quotidien sans permanence qui exclut des sécurités habituelles (fonds de retraite, assurance-santé, assurance-chômage, etc.).

Jusqu'en 1978, les gouvernements de sécurité nationale ont organisé systématiquement la répression contre tous ceux qui prônaient le droit d'association, le droit de parole et les autres libertés démocratiques. Emprisonnement, torture, pour connaître les réseaux d'action, etc. Même des hommes d'Eglise, des évêques (Dom Pena, Dom Hippolyto), des prêtres (Frei Betto, Padre Dario) et des militants laïcs ont été arrêtés. S'ils ont pu recouvrer leur liberté, c'est à cause de l'intervention d'organismes étrangers (Eglises, Amnistie Internationale, etc.). Durant cette période, beaucoup d'arrêtés ne sont jamais revenus dans leur milieu. L'Eglise de Santiago a dressé la liste des personnes disparues, avec leur curriculum vitae; cette liste a été publiée dans sept volumes de trois cents pages. Chaque volume comprend cent noms. Au Brésil,

on a fait une compilation analogue. En 1978, tout a éclaté au grand jour lorsqu'on a découvert trente-quatre cadavres de personnes disparues dans des grottes percées dans les montagnes (Chili). Au même moment, au Brésil, on torturait, jusqu'à la mort, un journaliste juif; sa mort a entraîné une réunion de protestation de cinquante mille personnes sur l'esplanade de la cathédrale de Sao Paulo.

A partir de 1978, la répression a pris une nouvelle tournure; elle est devenue plus sophistiquée : insinuations de toutes sortes sur la réputation des personnes, et surtout, l'établissement d'une liste noire de travailleurs. Lorsqu'un travailleur est mis sur la liste noire, il ne peut plus se trouver de travail nulle part, même pas au travail minimum.

Les motifs pour mettre un travailleur sur la liste noire sont multiples et très variés. L'activité syndicale vient au premier rang; il suffit qu'un patron ait des doutes sur ses activités pour qu'il banisse de tout travail n'importe quelle personne. Dans les questionnaires qu'on fait remplir lorsqu'on engage quelqu'un, on l'interroge sur ses activités. *"Faites-vous partie d'un groupe d'Eglise? Faites-vous partie d'un syndicat?"* Si la personne répond oui, elle est sûre de ne pas être engagée. Si les patrons découvrent ou apprennent que tel employé participe à une communauté de base, ils le chassent sur le champ et mettent son nom sur la "liste noire". Combien de pères ou de mères de famille vivent dans la peur et la crainte!

Les gouvernements sont encore omniprésents et tout le monde a l'impression d'être fiché. Même dans la classe aisée, on a peur et, comme on ne veut pas de problème, on refuse tout engagement, même religieux.

Ces attitudes des gouvernements leur sont dictées par le désir de servir la haute finance et de maintenir les pauvres... dans la pauvreté. Encore, si cette finance était "nationale". Mais elle est internationale; elle est au service des multinationales. Voici quelques faits :

- Au Brésil, il y a, selon un de nos interlocuteurs, 250 000 "patrons" allemands qui dirigent "à gros salaires" des usines dans lesquelles les Brésiliens ne peuvent dépasser tel niveau de direction. Combien y a-t-il d'Américains, de Canadiens, de Français à des postes semblables?
- La Compagnie Volkswagen paie les ouvriers brésiliens de 5 à 8 fois moins que ses ouvriers allemands... et ses autos se vendent plus chères au Brésil qu'en Allemagne.
- Combien de compagnies réalisent deux fois, trois fois (et même davantage) leur mise de fonds en une seule année d'opération? Or, la loi du Brésil permet d'exporter 12% des profits bruts et d'en investir autant dans le pays, ...avant de payer les taxes qui sont minimales. On investit dans l'achat de terres au détriment des pauvres agriculteurs qui vont dans les villes grossir les "Favelas" (bidonvilles).

Durant ce temps, les pauvres sont de plus en plus pauvres, à cause de la dévaluation de l'argent (jusqu'à 60% chaque année), alors que les salaires ne montent pas au même rythme. Le salaire minimum n'a pas varié depuis plusieurs mois, et l'argent est dévalué de 5% par mois.

Les conséquences de cette situation sont désastreuses : les bidonvilles se multiplient. Dans la seule ville de Rio, il y en a trois cents, dans lesquels vivent 1,800,000 personnes. A Sao Paulo, trois millions de personnes vivent dans ces conditions. A Lima, près de 1,5 million sur 4 millions; à Santiago, plus d'un million. Il faut avoir visité des "Poblaciones" ou "Favelas", ou, selon le terme ironique, ces

"Pueblos juvenes" pour savoir l'état de dénuement et de pauvreté dans lequel vivent ces personnes. Et leur situation s'est aggravée depuis dix ans. En 1970, deux cents sacs de café pouvaient acheter un tracteur. En 1980, deux mille sacs ne suffisent pas pour acheter un tracteur de même force. En 1980, on mange moins qu'en 1970. Les mères mettent au monde des enfants faibles. La mortalité infantile augmente chaque année. Pour survivre, tous les membres de la famille sont mis à contribution, et on a recours à toutes sortes d'expédients... même au vol et à la prostitution.

Comment se surprendre, dans un tel contexte, que l'éducation ne soit pas tellement développée? D'ailleurs, les gouvernements ne sont pas intéressés à promouvoir ce service dans la classe pauvre. Au Pérou, on est rendu au ving-sixième ministre de l'Education en vingt-quatre ans. Les quelques écoles qui existent sont surchargées -soixante élèves par classe! L'équipement scolaire est rudimentaire. Au Chili, un décret du gouvernement annonce que toute éducation devient payante... selon les revenus des parents. Dans ce pays, on refile les écoles techniques aux compagnies qui font travailler les étudiants sans salaire durant leur formation. Lorsqu'ils ont fini leurs études, la compagnie peut les garder jusqu'à 18 ans à 60% du salaire minimum. Les écoles techniques relèvent aussi des compagnies au Brésil. Evidemment, ceux qui ont de l'argent ont de bonnes écoles et les patrons étrangers soutiennent leurs écoles "françaises", "américaines", "allemandes", etc.

Je me permets de terminer ce point en décrivant la tristesse des petits garçons de Lima. Ils ont 8 ans, 10 ans. Lorsque vous arrêtez à un coin de rue, ils se précipitent sur votre auto avec un petit linge et ils essuient un coin du pare-brise en vous regardant avec supplication. Si vous faites mine de mettre la main dans la poche, ils se dépêchent à essuyer toute la glace, prennent ce que vous leur offrez et partent à la course. Qu'achèteront-ils avec ce que vous leur avez donné?

En sortant d'un restaurant un soir, à Rio de Janeiro, un enfant de 10 ans me tire par la manche et me montre, dans le réfrigérateur, un sandwich. La responsable de l'Action catholique qui était avec nous me dit : "*Il a faim...*" Je vois encore son regard.

## L'ACTION DE L'EGLISE

Dans ce monde de misère, un organisme a entendu la voix du pauvre : c'est l'Eglise qui, à Medellin, a été secouée par l'émergence des pauvres et qui, à Puebla, a choisi l'option pour les pauvres et l'option pour les jeunes.

Mais il n'est pas facile de tenir une telle option. Tous les catholiques ne sont d'accord avec cela. Les Généraux, tout d'abord, se disent catholiques et ce sont eux qui gouvernent... Et il y a les riches catholiques; ne soutiennent-ils pas leurs gouvernements de sécurité nationale? Quelqu'un du milieu riche m'a dit, à Santiago : "*Ne demandez pas aux personnes de la classe aisée de s'engager : ils veulent la paix et ils veulent récupérer leurs richesses qu'Allende leur avait enlevées.*" J'ai heureusement rencontré dans ce milieu des personnes qui avaient découvert la situation réelle des pauvres et qui faisaient quelque chose. "*Ca prend du dépouillement*", me dit une d'entre elles.

Et dans l'Episcopat, et dans le clergé, il n'y a pas unanimité. Certains évêques, certains prêtres, sont du côté du pouvoir et refusent de promouvoir une pastorale pour les pauvres.

Par ailleurs, les évêques, les prêtres, les religieux, les religieuses, les agents de pastorale qui sont vraiment engagés, sont la majorité et sont les plus forts. Leurs voix dominent la voix des autres, et leur dynamisme entraîne l'Eglise dans une action de libération et de promotion des droits humains. Toutes ces personnes fortes donnent un élan à l'Eglise. Un élan pastoral tout d'abord. A Pucallpa, à Santiago, à Sao Paulo, à Fortaleza, les évêques ont donné la priorité à la périphérie, aux bidonvilles où ils investissent leurs meilleurs agents de pastorale et tout l'argent qu'ils peuvent. Le Cardinal Arns, de Sao Paulo, a vendu l'édifice qui lui servait de palais cardinalice \$ 4,500,000.00 et il a investi le tout dans les favellas. *"Nous n'avons pas vu cet argent,"* nous a dit un responsable financier du diocèse. Maintenant, le Cardinal demeure dans une maison convenable, située dans un quartier moyen de Sao Paulo.

La pastorale de l'Eglise "en périphérie", vise à créer des "communautés ecclésiales de base". Ces communautés regroupent tantôt une ou deux centaines de familles, tantôt une dizaine. Elles se réunissent pour la célébration, mais surtout pour l'étude de la Bible et l'engagement social. La méthode de l'Action catholique -voir, juger, agir- est leur instrument de travail. Grâce à cette fidélité au réel, à la vie de tous les jours et à la Parole de Dieu, les membres des communautés de base prennent conscience de leur situation de pauvres et ils deviennent des agents de changement dans la société. Une communauté ecclésiale de base qui ne débouche pas sur l'engagement de ses membres, ne vit pas longtemps; elle s'étiole, elle tourne en rond, et elle cesse ses activités.

L'Eglise de ces diocèses va plus loin pour contrer l'action des gouvernements de sécurité nationale contre les pauvres. Elle a mis sur pied des services de promotion des libertés humaines. A Lima, le Comité des affaires sociales de l'Episcopat du Pérou, a le souci de la défense des droits humains et soutient un service d'avocats pour la défense des prisonniers de droit commun et des familles en butte aux injustices. A Santiago, un puissant vicariat pour la "Solidaridad" offre toute une gamme de services (c'est presque un ministère!). Plusieurs centaines de personnes y travaillent comme permanents (200) ou bénévoles (1500); 15 avocats à plein temps s'occupent d'aider les familles des personnes disparues et de défendre les personnes mises à pied injustement; le vicariat publie un journal de combat et de promotion humaine; il coordonne l'aide apportée aux milieux défavorisés. Ce vicariat est sous la responsabilité directe de l'Archevêque qui y agit par un vicaire épiscopal. A Sao Paulo, le comité Justice et Paix est animé par un Père Sainte-Croix canadien, originaire de St-Eustache, le Père Robert Grand'Maison. Cet organisme s'occupe des prisonniers de droit commun, des familles des personnes disparues et des prisonniers politiques qui viennent surtout, actuellement, de l'Argentine. A toutes ces personnes, le comité offre des services légaux. Le diocèse de Sao Paulo publie un journal de promotion des droits de la personne. L'an dernier, le Cardinal Arns a organisé un grand congrès international sur les droits humains, avec la participation de plus de 5000 personnes. Périodiquement, surtout à l'occasion de manquements graves aux droits de la personne, le Cardinal organise des démonstrations publiques qui ont réuni jusqu'à 50 000 personnes. Le Cardinal a subi un seul échec, et de taille : en 1976, le gouvernement lui a enlevé son poste de radio et ne le lui a jamais rendu.

Les Eglises du Pérou, du Chili et du Brésil, poursuivent aussi un travail important de "conscientisation" des travailleurs. Cela se fait, dans chaque pays, par une commission de pastorale ouvrière. Nous avons rencontré les responsables de la Commission du Chili et de celle du Brésil. Les chefs syndicaux (clandestins) bénéficient de l'appui de ces commissions. De plus, celles-ci voient leur action se prolonger dans les mouvements d'Action catholique ouvrière : le Mouvement des Travailleurs Chrétiens et la Jeunesse Ouvrière Chrétienne. En appliquant le voir-juger-agir, ces mouvements forment des leaders capables d'éveiller et d'appuyer les travailleurs qui veulent réagir contre les injustices dont ils sont l'objet.

En plus de ces actions de combat, les Eglises du Pérou, du Chili et du Brésil poursuivent une pastorale paroissiale et communautaire dynamique. Elles s'occupent de

la formation des agents de pastorale, de catéchèse, de responsables de mouvements. Elles publient des instruments de travail pour les agents de pastorale et elles organisent des campagnes périodiques de sensibilisation. Cette année, au Brésil, la campagne de Carême porte sur les migrations intérieures, thème qui touche à la répartition des terres et au peuplement des bidonvilles.

### QUELQUES CONCLUSIONS

En réfléchissant sur les découvertes que j'ai faites en Amérique latine, je m'aperçois que j'ai pris conscience que notre richesse, ici, a sa source dans la pauvreté des hommes de là-bas. Quand les compagnies allemandes, américaines, canadiennes... font des profits exorbitants en payant des salaires de famine, et lorsqu'elles exportent ces profits pour nous enrichir, je me sens responsable. Le Cardinal Arns a dit : *"Pourquoi les mêmes ouvriers, pour un même travail, dans les mêmes firmes, et sous les mêmes chefs, gagnent-ils huit fois moins au Brésil qu'en Allemagne?"* Oui, pourquoi? Sinon pour bâtir quelques fortunes colossales, aux mains de quelques hommes. L'Amérique du Nord a 8% de la population totale du monde, et elle possède 45% de toute la richesse mondiale.

Aussi, comme évêque, je ferai tout pour faire prendre conscience aux hommes et aux femmes d'ici, de la responsabilité qu'ils ont de lutter, à leur niveau et selon leurs moyens, pour une meilleure répartition des richesses. De plus, je continuerai à appuyer la Conférence des évêques catholiques canadiens et le Conseil canadien des Eglises qui ont mis sur pied des organismes qui ont la mission d'interroger les hommes d'affaires des multinationales sur les problèmes éthiques et sur les droits de l'homme auxquels doivent être soumises toutes les entreprises.

En second lieu, la vue des pauvres en Amérique latine m'invite à ouvrir les yeux sur les pauvres d'ici. Notre système, même s'il assure une meilleure répartition des richesses que là-bas, engendre encore la pauvreté. N'y a-t-il pas de chômeurs dans notre milieu, des familles qui n'ont même pas le minimum vital, des femmes chefs de maison que les maris ont abandonnées avec deux ou trois enfants? Il y a chez nous, des gens qui sont dans la misère parce qu'ils ne savent pas comment se débrouiller dans le dédale des services sociaux gouvernementaux. Je pense que c'est le rôle d'un organisme comme l'Eglise, d'aider ces gens à obtenir ce à quoi ils ont droit de par la loi et à améliorer le rendement des services de l'Etat. Ce n'est pas parce qu'un service a pignon sur rue que les fonctionnaires en assurent le plein rendement.

Cette dernière attitude me fait rejoindre la priorité de l'Eglise de Puebla : l'option pour les pauvres. Mais il y a une autre option de cette Eglise qui m'a interpellé. C'est l'option pour la jeunesse. En Amérique latine, les personnes les plus actives dans les communautés ecclésiales de base, ce sont les jeunes de moins de trente ans. Ici ces jeunes ne sont pas très présents à la vie de l'Eglise. Dans les années à venir, le diocèse de St-Jérôme va mettre l'accent sur une pastorale des jeunes. Nous allons interroger sérieusement la pastorale scolaire et nous développerons une pastorale des jeunes extra-scolaire, qui se rattache aux paroisses et aux communautés chrétiennes.

Voilà les conclusions d'un voyage qui a été riche à plus d'un titre. Les nombreux contacts qu'il nous a permis, nous ont fait pénétrer dans un monde où les problèmes connaissent une très grande acuité. Ce voyage nous a aussi fait découvrir les solutions qu'on cherche à apporter à ces problèmes; celles-ci sont audacieuses et dynamiques, et elles nous interpellent dans notre propre action.

Enfin, notre voyage a allumé chez nous une lumière jaune. Nous sommes revenus avec la conviction que nous avons à être prudents et vigilants si nous ne voulons pas voir notre situation se dégrader et glisser lentement et imperceptiblement vers les situations que nous avons découvertes en Amérique latine.